

Objektyp: **Advertising**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **148 (2003)**

Heft 3

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

listes n'auraient aucun scrupule à divulguer la préparation d'une opération anti-terroriste ou anti-drogue, ce qui empêcherait les forces de l'ordre d'arrêter des truands, des mafieux ou des terroristes dangereux. Comme la sécurité n'est pas leur problème, ils tourneront en dérision, critiqueront vertement, dans leurs éditoriaux et leurs papiers dits d'investigation, les mesures prises à l'occasion du Forum de Davos ou du sommet du «G-8» à Evian. Parce que la sécurité n'est pas un problème pour eux, comment vont-ils traiter des risques dans une société post-moderne, de la situation au Proche-Orient, de la question de l'Irak, de la réforme «Armée XXI» et des crédits d'armement?

Merci à la Fédération des fonctionnaires de police et aux

organisateurs du Forum sur la sécurité intérieure de nous avoir donné l'occasion de saisir l'attitude de journalistes qui font la pluie et le beau temps dans les médias. Les codes de déontologie se laissent écrire, et cela ne date pas d'hier. Le rédacteur en chef d'un quotidien bernois ne disait-il pas au chef du Département militaire d'alors qu'il n'y aurait pas un article favorable à l'acquisition des *F/A-18* dans son journal parce que, lui rédacteur en chef, était opposé à cette acquisition?

C'est peut-être le contexte suisse dans lequel il faut situer l'étude du lieutenant-colonel autrichien Wolfgang Schober, intitulée «Forces armées et relations publiques», qui est publiée dans ce numéro. Il y démontre en substance qu'une image positive des forces armées n'apparaît pas comme par

enchantement. Dans des sociétés de l'image et de l'information, il ne suffit plus pour les forces armées de livrer, en secret et sans bruit, de bons produits dans les domaines de la sécurité, de la protection et de l'aide. Elles doivent être présentes dans les médias pour être perçues par les citoyens de leur pays. Dans ce combat sur le «front de l'image», elles sont aujourd'hui en concurrence avec des milliers d'autres organisations, firmes et groupements. Ce combat pour les cœurs et les têtes doit être mené professionnellement si on veut avoir une chance de succès.

Politique professionnelle de l'information, oui! Encore faut-il que les médias considèrent la sécurité comme un problème digne d'intérêt...

Colonel Hervé de Weck

Votation du 18 mai

Mot d'ordre de la Société suisse des officiers

La Conférence des présidents et le Comité central de la Société suisse des officiers soutiennent la réforme de l'armée issue du projet «Armée XXI» et recommandent de voter OUI, le 18 mai prochain, à la révision de la Loi militaire et de la Loi sur la protection de la population.